

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2005 B 20418

Numéro SIREN : 481 020 022

Nom ou dénomination : PAREA

Ce dépôt a été enregistré le 10/08/2022 sous le numéro de dépôt 21549

PAREA

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'associé unique

PAREA

200 Rue de la Recherche
59650 Villeneuve-d'Asq

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PAREA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 31 mai 2022

Le commissaire aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



François Jaumain

COMPTES ANNUELS

Société : PAREA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

Siège social : 200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Date de clôture : 31/12/2021

SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS.....	1
SOMMAIRE.....	2
Bilan Actif.....	4
Bilan Passif.....	5
Compte de Résultat.....	6
Compte de Résultat (suite).....	7
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS.....	8
Règles et méthodes comptables.....	9
Immobilisations corporelles.....	9
Immobilisations incorporelles.....	10
Stocks.....	11
Créances et dettes.....	11
Disponibilités.....	11
Provisions règlementées.....	11
Provisions pour risques et charges.....	11
Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme.....	11
Provisions pour litiges.....	11
Provisions pour garanties données aux clients.....	12
Chiffre d'affaires.....	12
Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel.....	12
Impôt sur les bénéfices.....	12
Faits caractéristiques de l'exercice.....	12
Événements postérieurs à la clôture.....	12
Société établissant des comptes consolidés.....	12
Éléments constitutifs du fonds commercial.....	13
Immobilisations.....	13
Amortissements.....	15
Échéances des Créances et dettes.....	16
Nombre et valeur nominale des titres composant le capital social.....	17
Variation des capitaux propres.....	17
Charges constatées d'avance.....	18
Produits constatés d'avance.....	18
Produits à recevoir.....	18
Charges à payer.....	19
Provisions.....	20
Engagements pris en matière de retraite.....	21

Ventilation du chiffre d'affaires.....	22
Détail de certains postes :.....	22
Coût de revient des ventes.....	22
Charges et produits d'exploitation.....	22
Résultat financier.....	23
Charges et produits exceptionnels.....	24
Effectifs en équivalent temps plein.....	25
Fiscalité différée.....	26
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires.....	26
Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....	27

Bilan Actif

BILAN-ACTIF- (En Euros)	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires				
Fonds commercial	3 765 494	3 614 979	150 515	228 845
Autres immobilisations incorporelles	42 554	42 554	0	
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	3 808 048	3 657 533	150 515	228 845
Terrains	2 499 822	104 898	2 394 924	2 384 933
Constructions	21 518 494	17 210 570	4 307 924	4 981 956
Installations techniques, matériel	124 062	108 552	15 510	21 267
Autres immobilisations corporelles	9 722 288	9 202 039	520 249	1 266 741
Immobilisations en cours	76 753		76 753	54 412
Avances et acomptes	134		134	
TOTAL immobilisations corporelles	33 941 553	26 626 059	7 315 494	8 709 309
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	160		160	160
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 810		10 810	10 803
TOTAL immobilisations financières	10 970	0	10 970	10 963
Total Actif Immobilisé (II)	37 760 571	30 283 592	7 476 979	8 949 117
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 098 843		8 098 843	6 785 490
TOTAL Stock	8 098 843	0	8 098 843	6 785 490
Avances et acomptes versés sur commandes				4 009 657
Clients et comptes rattachés	2 597 860	27 367	2 570 493	629 597
Autres créances	22 558 750		22 558 750	7 268 310
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	25 156 610	27 367	25 129 243	7 897 907
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	1 382 951		1 382 951	2 160 499
TOTAL Disponibilités	1 382 951	0	1 382 951	2 160 499
Charges constatées d'avance	0		0	
TOTAL Actif circulant (III)	34 638 405	27 367	34 611 037	20 853 553
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	72 398 976	30 310 960	42 088 016	29 802 671

Bilan Passif

BILAN-PASSIF-(En Euros)	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 0,0)	6 040 860	6 040 860
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	794 564	794 564
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	604 086	604 086
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	2 049 027	4 896
TOTAL Réserves	2 653 113	608 982
Report à nouveau	1 951	1 951
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	7 873 647	2 044 131
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 801 756	2 078 577
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	19 165 891	11 569 065
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	0	
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	67 483	68 616
TOTAL Dettes financières	67 483	68 616
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 673 733	17 416 959
Dettes fiscales et sociales	816 698	594 255
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	91 880	58 726
Autres dettes	6 272 331	95 050
TOTAL Dettes d'exploitation	22 854 642	18 164 989
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	22 922 125	18 233 606
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	42 088 016	29 802 671

Compte de Résultat

Compte de résultat			Exercice N		Exercice N-1	
			France	Exportation		Total
Ventes de marchandises			365 025 933		365 025 933	280 180 694
Production vendue biens			-86		-86	-26
Production vendue services			54 366		54 366	44 787
Chiffres d'affaires nets			365 080 213		365 080 213	280 225 454
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					62 846	129 279
Autres produits					225 487	102 727
Total des produits d'exploitation (I)					365 368 546	280 457 460
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					347 449 382	271 660 619
Variation de stock (marchandises)					-1 313 353	284 938
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)						
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)						
Autres achats et charges externes					4 067 308	3 924 726
Impôts, taxes et versements assimilés					968 976	409 820
Salaires et traitements					1 517 804	
Charges sociales						-1
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		1 693 300	1 902 714	
		Dotations aux provisions				
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		11 201	28 035	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges					86 341	21 974
Total des charges d'exploitation (II)					354 480 959	278 232 826
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					10 887 587	2 224 634
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					3 859	36 323
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des produits financiers (V)						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)						
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)					10 891 446	2 260 957

Compte de Résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	262	167
Produits exceptionnels sur opérations en capital		285 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	498 632	681 622
Total des produits exceptionnels (VII)	498 894	966 789
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	40	267
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		61 122
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	190 424	205 556
Total des charges exceptionnelles (VIII)	190 464	266 944
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	308 430	699 844
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	3 326 228	916 670
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	365 871 299	281 460 571
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	357 997 652	279 416 440
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	7 873 647	2 044 131

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Société : PAREA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

Siège social : 200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Date de clôture : 31/12/2021

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est 42,1 MEUR et le résultat s'élève à 7,9 MEUR.

L'activité principale est la distribution et la vente de carburants via un réseau de stations.

Les comptes sociaux ont été établis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2021. Ils sont présentés en euros sauf indication contraire.

La société exploite 119 stations services.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux de PAREA sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les autres frais d'acquisition (droits de mutation...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges

En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les dépenses ultérieures relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant sont comptabilisées comme un actif distinct venant en remplacement de l'actif renouvelé.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

Constructions (gros oeuvres)	6.67 à 30 ans
Agencements et aménagements	6.67 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages	2 à 10 ans
Autres immobilisations	3 à 5 ans

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté lorsque les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables ou par application de la méthode de la méthode de l'amortissement dégressif.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées

Les fonds commerciaux ne bénéficient pas d'une protection juridique. Ils sont amortis linéairement sur 20 ans.

Les logiciels informatiques acquis et les logiciels développés en interne sont immobilisés et amortis sur leur durée d'utilité estimée à trois ans. Par exception, sont amortis sur cinq ans les logiciels type ERP, très structurants pour le métier et dont l'architecture fonctionnelle et technique a une durée probable d'utilité plus longue.

Dépréciation des immobilisations :

Lorsqu'une immobilisation est destinée à être vendue, ou lorsqu'elle n'a plus de potentiel, elle est testée à son seul niveau. Dans ce cas, lorsque sa valeur nette comptable est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée, la valeur nette comptable de l'immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle.

Dans les autres cas, les immobilisations corporelles et incorporelles sont regroupées pour être testées. Le groupe d'actifs au niveau duquel est réalisé le test de dépréciation est déterminé en fonction du mode de gestion et de suivi des activités de l'entreprise, à savoir au niveau de chaque secteur d'activité.

Les groupes d'actifs auxquels est affecté un fonds commercial non amorti sont testés au moins une fois par an. Les autres groupes d'actifs ne sont testés que s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture.

Lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture.

Pour les groupes d'actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est égale :

- à la somme des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction
- à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif égal à la dernière année de la période d'extrapolation.

Le taux d'actualisation reflète les risques spécifiques à l'actif. Il ne reflète pas les risques et avantages déjà pris en compte dans les estimations de flux de trésorerie.

Pour les actifs pour lesquels la société s'est engagée à la date de clôture à les céder, la valeur actuelle est déterminée sur la base de la valeur vénale, celle-ci est appréciée par référence aux prix de marché

Stocks

Les stocks sont évalués sur la base des derniers prix d'achat, augmentés des frais accessoires, diminués de toutes remises, ristournes. La méthode du dernier prix d'achat s'apparente à celle du coût unitaire moyen pondéré (CUMP) dans un contexte de rotation rapide des stocks.

Les stocks sont dépréciés si leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur coût de revient.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte d'un risque d'impayé auquel elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions règlementées

Les provisions règlementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions règlementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions".

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources.

Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme

NEANT

Provisions pour litiges

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Provisions pour garanties données aux clients

NEANT

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement les ventes de carburant et les ventes de services aux clients.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant, se rattachant aux activités ordinaires, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Impôt sur les bénéfices

La société est intégrée fiscalement. La société mère ELO S.A., en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt vis-à-vis du Trésor Public. Les filiales membres de l'intégration fiscale déterminent et comptabilisent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposées séparément, et inscrivent en compte courant leur dette d'impôt envers la société mère. Les économies d'impôt provenant des sociétés déficitaires sont constatées en résultat par la société tête de groupe de l'intégration fiscale, ELO S.A.

Faits caractéristiques de l'exercice

Pandémie de Covid 19 :

L'activité (les volumes) a fortement augmenté en comparaison à l'année 2020, année qui avait fait l'objet de nombreuses contraintes de déplacements.. Dans le même temps, la reprise de l'activité internationale a inflaté les cours du pétrole et donc le prix de vente des carburants.

Evénements postérieurs à la clôture

NEANT

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme
------------------------------	-------

	juridique
ELO SA 40, avenue de Flandre 59170 CROIX N° Siret 47618062500479	SA

Eléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

	Valeur brute
Droit au bail	15 000
Eléments achetés ou reçus en apport	3 750 494
Total	3 765 494

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	3 808 048		0
	Terrains	2 499 822		0
Constructions	Sur sol propre	3 539 650		36 235
	Sur sol d'autrui	1 747 000		0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	16 086 915		108 695
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	125 028		0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	7 355 153		5 576
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau et mobilier informatique	2 349 426		16 786
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours	54 412		76 753
	Avances et acomptes			134
	TOTAL (III)	33 757 405		244 179
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations	160		0
	Autres titres immobilisés			

Prêts et autres immobilisations financières			10 803		7
TOTAL (IV)			10 963		7
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			37 576 415		244 186
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				3 808 048	
Terrains				2 499 822	
Constructions	Sur sol propre			3 575 885	
	Sur sol d'autrui			1 747 000	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			16 195 610	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			966	124 062	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			7 360 729	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		4 653	2 361 559	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			54 412	76 753	
Avances et acomptes				134	
TOTAL (III)			60 031	33 941 553	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations				160	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières				10 810	
TOTAL (IV)				10 970	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			60 031	37 760 571	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				3 564 807	92 726		3 657 533
Terrains							
Constructions	Sur sol propre			1 783 906	122 703		1 906 609
	Sur sol d'autrui			940 975	46 361		987 336
	Installations générales, agencements			13 472 557	670 547		14 143 104
Installations techniques, matériels et outillages				103 761	5 757	966	108 552
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers			6 623 035	218 938		6 841 973
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			1 778 382	576 202	4 653	2 349 931
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				24 702 617	1 640 508	5 619	26 337 506
TOTAL GENERAL (I + II + III)				28 267 424	1 733 234	5 619	29 995 038
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentie l de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre	45 508			24 572			20 936
sol autrui	19 118			5 480			13 638
install.	51 215	14 676		36 581	193 902		-164 592
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	1 078			1 589	210		-721
Inst gén.	13 075	4 421		16 054	76 593		-75 151
M.Transport							
Mat bureau.		1 399			72 331		-70 932
Emball.							
CORPO.	129 994	20 496		84 276	343 036		-276 822
Acquis. de titres							
TOTAL	129 994	20 496		84 276	343 036		-276 822
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Échéances des Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières				10 810	10 810	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				10 810	10 810	0
Clients douteux ou litigieux				22 403	22 403	
Autres créances clients clients				2 575 457	2 575 457	
Créances représentatives de titres prêtés		Prov pour dép ant constitués.				
Personnel et comptes rattachés						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée			2 116 241	2 116 241	
	Autres impôts			0	0	
	Etat - divers					
Groupes et associés				12 403 775	12 403 775	
Débiteurs divers				8 038 735	8 038 735	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				25 156 610	25 156 610	0
Charges constatées d'avance				0	0	
TOTAL DES CREANCES				25 167 421	25 167 421	
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			0	0		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			67 483	67 483		
Fournisseurs et comptes rattachés			15 673 733	15 673 733		
Personnel et comptes rattachés						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée		0	0		
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts		816 698	816 698		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			91 880	91 880		
Groupes et associés			2 502 151	2 502 151		
Autres dettes			3 770 180	3 770 180		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			22 922 125	22 922 125		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

Nombre et valeur nominale des titres composant le capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	302043			302 043	20
Total	302 043	0	0	302 043	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	6 040 860						6 040 860
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	794 564						794 564
Ecart de réévaluation							0
Réserve légale	604 086						604 086
Réserves statutaires ou contractuelles							0
Réserves réglementées							0
Autres réserves	4 896				2 044 131		2 049 027
Report à nouveau	1 951						1 951
Résultat de l'exercice	2 044 131	7 873 647			-2 044 131		7 873 647
Subventions d'investissement							0
Provisions réglementées	2 078 577	150 490	427 311				1 801 756
TOTAL CAPITAUX PROPRES	11 569 065	8 024 137	427 311	0	0	0	19 165 891

Charges constatées d'avance

NEANT

Produits constatés d'avance

NEANT

Produits à recevoir

[illegible]

Charges à payer

Charges à payer	Montant
ACHATS A PAYER EXERCICE EN COURS	4 256 768
FRES NON PARVENUES FOURN. IMMO	76 567
CHARGES A PAYER	95 050
CHARGES A PAYER HONOR-M.O.-ANNONC	137 982
TVA S/CHGES A PAYER FRS GENERAUX	150 274
FACTURES NON PARVENUES ARIBA	125 404
CHARGES A PAYER ENTRETIEN	1 786
TVA S/FRES NON PARVENUES FOURN IMMO	15 313
CHARGES A PAYER DE COPROPRIETE	8 943
CHARGES A PAYER DE COPROPRIETE	209 239
CHARGES A PAYER CGMA	276 958
TOTAL	5 354 284

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	2 078 577	150 490	427 311	1 801 756
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	2 078 577	150 490	427 311	1 801 756
Provisions pour litige				
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)				
Provisions sur immobilisations incorporelles	14 396	0	14 396	
Provisions sur immobilisations corporelles	345 479	0	56 925	288 554
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	21 475	11 201	5 309	27 367
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	381 350	11 201	76 630	315 921
TOTAL GENERAL (I + II + III)	2 459 927	161 692	503 941	2 117 677
Dont dotations et reprises d'exploitation		11 201	5 309	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		150 490	498 632	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Les provisions pour litiges comprennent :

NEANT

Les autres provisions pour risques et charges comprennent :

NEANT

Ventilation des reprises de provisions en utilisées et non utilisées :

	Reprises utilisées	Reprises non utilisées
Provisions pour litige	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
Autres provisions pour risques et charges	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €

Engagements pris en matière de retraite

NEANT

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	365 025 933	280 180 694	30%
Production vendue biens	-86	-26	231%
Production vendue services	54 366	44 787	21%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	365 080 213	280 225 454	30%
Chiffres d'affaires nets-Export			0%
Chiffres d'affaires nets	365 080 213	280 225 454	30%

Le chiffre d'affaires a été réalisé principalement en France dans le secteur des supermarchés.

Détail de certains postes :

Coût de revient des ventes

	Exercice N	Exercice N-1
Variation des stocks	-1 313 353	284 938
Achats nets de ristournes	347 449 382	271 660 619
Total	346 136 029	271 945 557

Charges et produits d'exploitation

	Exercice N	Exercice N-1
Frais de personnel	1 517 804	-1
Impôts et taxes	968 976	409 820
Autres produits et charges d'exploitation / transferts de charges	5 569 818	5 645 444
TOTAL?	8 056 598	6 055 263

Résultat financier

	<<Date de clôture-Année>>	<<Date de clôture-Année>>
Produits financiers	0	0
Dividendes reçus	0	0
Frais financiers	0	0
Dotation financière aux amortissements et provisions	0	0
TOTAL	0	0

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
DOT EXCEPTIONNELLES AUX AMORTS	39 934	
DOT AMORTS DEROGATOIRES	150 490	
PENALITES RETARD PAYEES AUX FRS	40	
REPRISE S/ AMORT DEROGATOIRES		427 311
REPRISE S/ DEP EXCEPTIONNELLES		71 321
DEGREVEMENT IMPORT (AUTRES QU'IS)		262
TOTAL	190 464	498 894

Effectifs en équivalent temps plein

Effectif	Effectif salarié	
	N	N-1
Cadres	0	0
Agents de maitrise	0	0
Employés	0	0
TOTAL	0,00	0,00

Montant des honoraires des commissaires aux comptes

Information donnée dans les comptes consolidés du groupe

Impôt sur les bénéfices

Le taux d'imposition s'élève à 27.5 %

La contribution sociale est de 3,3%.

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	10 891 446	3 154 999
Résultat exceptionnel	308 430	89 345
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		81 884
Contribution exceptionnelle		0
TOTAL	11 199 876	3 326 228

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	1 801 756	2 078 577
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	1 801 756	2 078 577
Total passif d'impôt futur	495 483	692 790
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	0	0
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer	720591	141727
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		0
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	720 591	141 727
Total actif d'impôt futur	198 163	47 238
Situation nette	693 646	740 028

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Résultat de l'exercice	7 873 647,37
+ impôt sur les bénéfices	3326228
Résultat avant impôt	11199875.37
+ variation des provisions réglementées	-276820.88
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	10923054.49

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

NEANT

PAREA
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle à capital variable
200 Rue de la Recherche 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
481 020 022 RCS Lille Métropole
La « Société »

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 31 MAI 2022

(...)

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique :

décide d'affecter comme suit le bénéfice net comptable de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- origine
 - bénéfice net comptable de l'exercice : 7 873 647,37 euros
- affectation
 - affectation au compte « autres réserves » : 7 873 647,37 euros

prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois derniers exercices clos ont été les suivantes :

Exercice clos le	Dividende total versé	Fraction éligible à l'abattement	Fraction non éligible à l'abattement
31/12/2018	712 821,48 €	712 821,48 €	-
31/12/2019	6 249 269,67 €	6 249 269,67 €	-
31/12/2020	[NEANT]	-	-

(...)

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

PAREA

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'associé unique

PAREA

200 Rue de la Recherche
59650 Villeneuve-d'Asq

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PAREA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 31 mai 2022

Le commissaire aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



François Jaumain

COMPTES ANNUELS

Société : PAREA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

Siège social : 200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Date de clôture : 31/12/2021

SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS.....	1
SOMMAIRE.....	2
Bilan Actif.....	4
Bilan Passif.....	5
Compte de Résultat.....	6
Compte de Résultat (suite).....	7
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS.....	8
Règles et méthodes comptables.....	9
Immobilisations corporelles.....	9
Immobilisations incorporelles.....	10
Stocks.....	11
Créances et dettes.....	11
Disponibilités.....	11
Provisions règlementées.....	11
Provisions pour risques et charges.....	11
Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme.....	11
Provisions pour litiges.....	11
Provisions pour garanties données aux clients.....	12
Chiffre d'affaires.....	12
Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel.....	12
Impôt sur les bénéfices.....	12
Faits caractéristiques de l'exercice.....	12
Evénements postérieurs à la clôture.....	12
Société établissant des comptes consolidés.....	12
Eléments constitutifs du fonds commercial.....	13
Immobilisations.....	13
Amortissements.....	15
Échéances des Créances et dettes.....	16
Nombre et valeur nominale des titres composant le capital social.....	17
Variation des capitaux propres.....	17
Charges constatées d'avance.....	18
Produits constatés d'avance.....	18
Produits à recevoir.....	18
Charges à payer.....	19
Provisions.....	20
Engagements pris en matière de retraite.....	21

Ventilation du chiffre d'affaires.....	22
Détail de certains postes :.....	22
Coût de revient des ventes.....	22
Charges et produits d'exploitation.....	22
Résultat financier.....	23
Charges et produits exceptionnels.....	24
Effectifs en équivalent temps plein.....	25
Fiscalité différée.....	26
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires.....	26
Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....	27

Bilan Actif

BILAN-ACTIF- (En Euros)	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires				
Fonds commercial	3 765 494	3 614 979	150 515	228 845
Autres immobilisations incorporelles	42 554	42 554	0	
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	3 808 048	3 657 533	150 515	228 845
Terrains	2 499 822	104 898	2 394 924	2 384 933
Constructions	21 518 494	17 210 570	4 307 924	4 981 956
Installations techniques, matériel	124 062	108 552	15 510	21 267
Autres immobilisations corporelles	9 722 288	9 202 039	520 249	1 266 741
Immobilisations en cours	76 753		76 753	54 412
Avances et acomptes	134		134	
TOTAL immobilisations corporelles	33 941 553	26 626 059	7 315 494	8 709 309
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	160		160	160
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 810		10 810	10 803
TOTAL immobilisations financières	10 970	0	10 970	10 963
Total Actif Immobilisé (II)	37 760 571	30 283 592	7 476 979	8 949 117
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 098 843		8 098 843	6 785 490
TOTAL Stock	8 098 843	0	8 098 843	6 785 490
Avances et acomptes versés sur commandes				4 009 657
Clients et comptes rattachés	2 597 860	27 367	2 570 493	629 597
Autres créances	22 558 750		22 558 750	7 268 310
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	25 156 610	27 367	25 129 243	7 897 907
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	1 382 951		1 382 951	2 160 499
TOTAL Disponibilités	1 382 951	0	1 382 951	2 160 499
Charges constatées d'avance	0		0	
TOTAL Actif circulant (III)	34 638 405	27 367	34 611 037	20 853 553
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	72 398 976	30 310 960	42 088 016	29 802 671

Bilan Passif

BILAN-PASSIF-(En Euros)	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 0,0)	6 040 860	6 040 860
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	794 564	794 564
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	604 086	604 086
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	2 049 027	4 896
TOTAL Réserves	2 653 113	608 982
Report à nouveau	1 951	1 951
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	7 873 647	2 044 131
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 801 756	2 078 577
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	19 165 891	11 569 065
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	0	
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	67 483	68 616
TOTAL Dettes financières	67 483	68 616
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 673 733	17 416 959
Dettes fiscales et sociales	816 698	594 255
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	91 880	58 726
Autres dettes	6 272 331	95 050
TOTAL Dettes d'exploitation	22 854 642	18 164 989
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	22 922 125	18 233 606
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	42 088 016	29 802 671

Compte de Résultat

Compte de résultat		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		365 025 933		365 025 933	280 180 694
Production vendue biens		-86		-86	-26
Production vendue services		54 366		54 366	44 787
Chiffres d'affaires nets		365 080 213		365 080 213	280 225 454
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				62 846	129 279
Autres produits				225 487	102 727
Total des produits d'exploitation (I)				365 368 546	280 457 460
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				347 449 382	271 660 619
Variation de stock (marchandises)				-1 313 353	284 938
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				4 067 308	3 924 726
Impôts, taxes et versements assimilés				968 976	409 820
Salaires et traitements				1 517 804	
Charges sociales					-1
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		1 693 300	1 902 714
		Dotations aux provisions			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		11 201	28 035
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			
Autres charges				86 341	21 974
Total des charges d'exploitation (II)				354 480 959	278 232 826
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				10 887 587	2 224 634
Bénéfice attribué ou perte transférée	(III)			3 859	36 323
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)				
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)					
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilés					
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)					
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)				10 891 446	2 260 957

Compte de Résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	262	167
Produits exceptionnels sur opérations en capital		285 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	498 632	681 622
Total des produits exceptionnels (VII)	498 894	966 789
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	40	267
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		61 122
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	190 424	205 556
Total des charges exceptionnelles (VIII)	190 464	266 944
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	308 430	699 844
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	3 326 228	916 670
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	365 871 299	281 460 571
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	357 997 652	279 416 440
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	7 873 647	2 044 131

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Société : PAREA

Forme juridique : Société par actions simplifiée

Siège social : 200 RUE DE LA RECHERCHE 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Date de clôture : 31/12/2021

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est 42,1 MEUR et le résultat s'élève à 7,9 MEUR.

L'activité principale est la distribution et la vente de carburants via un réseau de stations.

Les comptes sociaux ont été établis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2021. Ils sont présentés en euros sauf indication contraire.

La société exploite 119 stations services.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux de PAREA sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les autres frais d'acquisition (droits de mutation...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges

En application de l'approche par composants, l'entreprise utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les dépenses ultérieures relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant sont comptabilisées comme un actif distinct venant en remplacement de l'actif renouvelé.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

Constructions (gros oeuvres)	6.67 à 30 ans
Agencements et aménagements	6.67 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages	2 à 10 ans
Autres immobilisations	3 à 5 ans

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté lorsque les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables ou par application de la méthode de la méthode de l'amortissement dégressif.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) et les intérêts d'emprunt sont comptabilisés directement en charges

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées

Les fonds commerciaux ne bénéficient pas d'une protection juridique. Ils sont amortis linéairement sur 20 ans.

Les logiciels informatiques acquis et les logiciels développés en interne sont immobilisés et amortis sur leur durée d'utilité estimée à trois ans. Par exception, sont amortis sur cinq ans les logiciels type ERP, très structurants pour le métier et dont l'architecture fonctionnelle et technique a une durée probable d'utilité plus longue.

Dépréciation des immobilisations :

Lorsqu'une immobilisation est destinée à être vendue, ou lorsqu'elle n'a plus de potentiel, elle est testée à son seul niveau. Dans ce cas, lorsque sa valeur nette comptable est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée, la valeur nette comptable de l'immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle.

Dans les autres cas, les immobilisations corporelles et incorporelles sont regroupées pour être testées. Le groupe d'actifs au niveau duquel est réalisé le test de dépréciation est déterminé en fonction du mode de gestion et de suivi des activités de l'entreprise, à savoir au niveau de chaque secteur d'activité.

Les groupes d'actifs auxquels est affecté un fonds commercial non amorti sont testés au moins une fois par an. Les autres groupes d'actifs ne sont testés que s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture.

Lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture.

Pour les groupes d'actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est égale :

- à la somme des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction
- à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif égal à la dernière année de la période d'extrapolation.

Le taux d'actualisation reflète les risques spécifiques à l'actif. Il ne reflète pas les risques et avantages déjà pris en compte dans les estimations de flux de trésorerie.

Pour les actifs pour lesquels la société s'est engagée à la date de clôture à les céder, la valeur actuelle est déterminée sur la base de la valeur vénale, celle-ci est appréciée par référence aux prix de marché

Stocks

Les stocks sont évalués sur la base des derniers prix d'achat, augmentés des frais accessoires, diminués de toutes remises, ristournes. La méthode du dernier prix d'achat s'apparente à celle du coût unitaire moyen pondéré (CUMP) dans un contexte de rotation rapide des stocks.

Les stocks sont dépréciés si leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur coût de revient.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte d'un risque d'impayé auquel elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Provisions règlementées

Les provisions règlementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions règlementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions".

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources.

Engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme

NEANT

Provisions pour litiges

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Provisions pour garanties données aux clients

NEANT

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement les ventes de carburant et les ventes de services aux clients.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant, se rattachant aux activités ordinaires, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

Impôt sur les bénéfices

La société est intégrée fiscalement. La société mère ELO S.A., en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt vis-à-vis du Trésor Public. Les filiales membres de l'intégration fiscale déterminent et comptabilisent leur charge d'impôt comme si elles étaient imposées séparément, et inscrivent en compte courant leur dette d'impôt envers la société mère. Les économies d'impôt provenant des sociétés déficitaires sont constatées en résultat par la société tête de groupe de l'intégration fiscale, ELO S.A.

Faits caractéristiques de l'exercice

Pandémie de Covid 19 :

L'activité (les volumes) a fortement augmenté en comparaison à l'année 2020, année qui avait fait l'objet de nombreuses contraintes de déplacements.. Dans le même temps, la reprise de l'activité internationale a inflaté les cours du pétrole et donc le prix de vente des carburants.

Evénements postérieurs à la clôture

NEANT

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme
------------------------------	-------

	juridique
ELO SA 40, avenue de Flandre 59170 CROIX N° Siret 47618062500479	SA

Eléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

	Valeur brute
Droit au bail	15 000
Eléments achetés ou reçus en apport	3 750 494
Total	3 765 494

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	3 808 048		0
	Terrains	2 499 822		0
Constructions	Sur sol propre	3 539 650		36 235
	Sur sol d'autrui	1 747 000		0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	16 086 915		108 695
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	125 028		0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	7 355 153		5 576
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau et mobilier informatique	2 349 426		16 786
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours	54 412		76 753
	Avances et acomptes			134
	TOTAL (III)	33 757 405		244 179
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations	160		0
	Autres titres immobilisés			

Prêts et autres immobilisations financières			10 803		7
TOTAL (IV)			10 963		7
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			37 576 415		244 186
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				3 808 048	
Terrains				2 499 822	
Constructions	Sur sol propre			3 575 885	
	Sur sol d'autrui			1 747 000	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			16 195 610	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			966	124 062	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			7 360 729	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		4 653	2 361 559	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			54 412	76 753	
Avances et acomptes				134	
TOTAL (III)			60 031	33 941 553	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations				160	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières				10 810	
TOTAL (IV)				10 970	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			60 031	37 760 571	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				3 564 807	92 726		3 657 533
Terrains							
Constructions	Sur sol propre			1 783 906	122 703		1 906 609
	Sur sol d'autrui			940 975	46 361		987 336
	Installations générales, agencements			13 472 557	670 547		14 143 104
Installations techniques, matériels et outillages				103 761	5 757	966	108 552
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers			6 623 035	218 938		6 841 973
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			1 778 382	576 202	4 653	2 349 931
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				24 702 617	1 640 508	5 619	26 337 506
TOTAL GENERAL (I + II + III)				28 267 424	1 733 234	5 619	29 995 038
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentie l de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre	45 508			24 572			20 936
sol autrui	19 118			5 480			13 638
install.	51 215	14 676		36 581	193 902		-164 592
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	1 078			1 589	210		-721
Inst gén.	13 075	4 421		16 054	76 593		-75 151
M.Transport							
Mat bureau.		1 399			72 331		-70 932
Emball.							
CORPO.	129 994	20 496		84 276	343 036		-276 822
Acquis. de titres							
TOTAL	129 994	20 496		84 276	343 036		-276 822
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Échéances des Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières				10 810	10 810	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				10 810	10 810	0
Clients douteux ou litigieux				22 403	22 403	
Autres créances clients clients				2 575 457	2 575 457	
Créances représentatives de titres prêtés		Prov pour dép ant constitués.				
Personnel et comptes rattachés						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée			2 116 241	2 116 241	
	Autres impôts			0	0	
	Etat - divers					
Groupes et associés				12 403 775	12 403 775	
Débiteurs divers				8 038 735	8 038 735	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				25 156 610	25 156 610	0
Charges constatées d'avance				0	0	
TOTAL DES CREANCES				25 167 421	25 167 421	
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			0	0		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			67 483	67 483		
Fournisseurs et comptes rattachés			15 673 733	15 673 733		
Personnel et comptes rattachés						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée		0	0		
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts		816 698	816 698		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			91 880	91 880		
Groupes et associés			2 502 151	2 502 151		
Autres dettes			3 770 180	3 770 180		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			22 922 125	22 922 125		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

Nombre et valeur nominale des titres composant le capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	302043			302 043	20
Total	302 043	0	0	302 043	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	6 040 860						6 040 860
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	794 564						794 564
Ecart de réévaluation							0
Réserve légale	604 086						604 086
Réserves statutaires ou contractuelles							0
Réserves réglementées							0
Autres réserves	4 896				2 044 131		2 049 027
Report à nouveau	1 951						1 951
Résultat de l'exercice	2 044 131	7 873 647			-2 044 131		7 873 647
Subventions d'investissement							0
Provisions réglementées	2 078 577	150 490	427 311				1 801 756
TOTAL CAPITAUX PROPRES	11 569 065	8 024 137	427 311	0	0	0	19 165 891

Charges constatées d'avance

NEANT

Produits constatés d'avance

NEANT

Produits à recevoir

[illegible]

Charges à payer

Charges à payer	Montant
ACHATS A PAYER EXERCICE EN COURS	4 256 768
FRES NON PARVENUES FOURN. IMMO	76 567
CHARGES A PAYER	95 050
CHARGES A PAYER HONOR-M.O.-ANNONC	137 982
TVA S/CHGES A PAYER FRS GENERAUX	150 274
FACTURES NON PARVENUES ARIBA	125 404
CHARGES A PAYER ENTRETIEN	1 786
TVA S/FRES NON PARVENUES FOURN IMMO	15 313
CHARGES A PAYER DE COPROPRIETE	8 943
CHARGES A PAYER DE COPROPRIETE	209 239
CHARGES A PAYER CGMA	276 958
TOTAL	5 354 284

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	2 078 577	150 490	427 311	1 801 756
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	2 078 577	150 490	427 311	1 801 756
Provisions pour litige				
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)				
Provisions sur immobilisations incorporelles	14 396	0	14 396	
Provisions sur immobilisations corporelles	345 479	0	56 925	288 554
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	21 475	11 201	5 309	27 367
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	381 350	11 201	76 630	315 921
TOTAL GENERAL (I + II + III)	2 459 927	161 692	503 941	2 117 677
Dont dotations et reprises d'exploitation		11 201	5 309	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		150 490	498 632	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Les provisions pour litiges comprennent :

NEANT

Les autres provisions pour risques et charges comprennent :

NEANT

Ventilation des reprises de provisions en utilisées et non utilisées :

	Reprises utilisées	Reprises non utilisées
Provisions pour litige	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
Autres provisions pour risques et charges	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €
	0 €	0 €

Engagements pris en matière de retraite

NEANT

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	365 025 933	280 180 694	30%
Production vendue biens	-86	-26	231%
Production vendue services	54 366	44 787	21%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	365 080 213	280 225 454	30%
Chiffres d'affaires nets-Export			0%
Chiffres d'affaires nets	365 080 213	280 225 454	30%

Le chiffre d'affaires a été réalisé principalement en France dans le secteur des supermarchés.

Détail de certains postes :

Coût de revient des ventes

	Exercice N	Exercice N-1
Variation des stocks	-1 313 353	284 938
Achats nets de ristournes	347 449 382	271 660 619
Total	346 136 029	271 945 557

Charges et produits d'exploitation

	Exercice N	Exercice N-1
Frais de personnel	1 517 804	-1
Impôts et taxes	968 976	409 820
Autres produits et charges d'exploitation / transferts de charges	5 569 818	5 645 444
TOTAL?	8 056 598	6 055 263

Résultat financier

	<<Date de clôture-Année>>	<<Date de clôture-Année>>
Produits financiers	0	0
Dividendes reçus	0	0
Frais financiers	0	0
Dotation financière aux amortissements et provisions	0	0
TOTAL	0	0

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
DOT EXCEPTIONNELLES AUX AMORTS	39 934	
DOT AMORTS DEROGATOIRES	150 490	
PENALITES RETARD PAYEES AUX FRS	40	
REPRISE S/ AMORT DEROGATOIRES		427 311
REPRISE S/ DEP EXCEPTIONNELLES		71 321
DEGREVEMENT IMPORT (AUTRES QU'IS)		262
TOTAL	190 464	498 894

Effectifs en équivalent temps plein

Effectif	Effectif salarié	
	N	N-1
Cadres	0	0
Agents de maitrise	0	0
Employés	0	0
TOTAL	0,00	0,00

Montant des honoraires des commissaires aux comptes

Information donnée dans les comptes consolidés du groupe

Impôt sur les bénéfices

Le taux d'imposition s'élève à 27.5 %

La contribution sociale est de 3,3%.

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	10 891 446	3 154 999
Résultat exceptionnel	308 430	89 345
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		81 884
Contribution exceptionnelle		0
TOTAL	11 199 876	3 326 228

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	1 801 756	2 078 577
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	1 801 756	2 078 577
Total passif d'impôt futur	495 483	692 790
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	0	0
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer	720591	141727
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		0
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	720 591	141 727
Total actif d'impôt futur	198 163	47 238
Situation nette	693 646	740 028

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Résultat de l'exercice	7 873 647,37
+ impôt sur les bénéfices	3326228
Résultat avant impôt	11199875.37
+ variation des provisions réglementées	-276820.88
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	10923054.49

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

NEANT